

Une génération marquée à vie

Hanan Morsy

File de chômeurs à New York.

LA RÉCENTE crise mondiale a frappé les jeunes travailleurs de façon disproportionnée, surtout dans les économies avancées. Celles-ci ont été très éprouvées et se redressent plus lentement que les économies émergentes et en développement.

Les jeunes ont toujours eu du mal à trouver un emploi. Dans les économies avancées, le taux de chômage des 15-24 ans est traditionnellement deux à trois fois supérieur à celui des catégories plus âgées. Mais, depuis le début de la crise en 2008, il augmente bien plus vite, et les difficultés structurelles, notamment en Europe, aggravent le problème.

Le chômage peut avoir des conséquences désastreuses sur la vie des jeunes. L'incapacité à trouver un premier emploi ou à le conserver durablement peut avoir de graves séquelles sur le plan personnel ou professionnel. Mais le chômage des jeunes a aussi des conséquences sociales plus vastes et il contribue fortement à aggraver les inégalités de revenu dans les pays avancés.

De mal en pis

En 2007, année précédant le début de la récession mondiale, les jeunes travailleurs étaient déjà perdants. Dans les économies avancées, le chômage des 15-24 ans ressortait à 13 % en moyenne, contre quelque 5 % pour les plus âgés. Il se situe aujourd'hui à près de 20 %,

soit trois fois plus que la moyenne de quelque 7 % des tranches d'âge supérieures. À cause de la lenteur de la reprise, il va sans doute rester élevé pendant un certain temps.

Le chômage des jeunes varie considérablement selon les pays. Juste avant la crise, il était en moyenne de 13 % dans les économies avancées, mais il dépassait 20 % en Grèce et en Italie; aux Pays-Bas et au Japon, il était inférieur à 10 %, et aux États-Unis, proche de ce chiffre. Dans plusieurs pays, dont le Royaume-Uni et la Suède, il était quatre fois supérieur à celui des adultes.

Depuis 2008, le chômage des jeunes s'élève (voir graphique) : aux États-Unis, il a dépassé 18 %, tandis qu'en Italie et en Suède il est de l'ordre de 25 %. La hausse la plus forte a eu lieu en Espagne, où il a doublé, passant de moins de 20 % en 2008 à près de 40 % trois ans plus tard. Toutefois, il a fléchi en Allemagne grâce à l'efficacité des stages d'apprentissage et à l'instauration d'un système de travail à temps partiel subventionnant les entreprises qui réduisent les horaires au lieu de licencier lors d'un ralentissement conjoncturel. Cela étant, le chômage des jeunes Allemands reste une fois et demie supérieur à celui des adultes.

Ce n'est pas seulement le taux de chômage qui est préoccupant; sa durée l'est également, surtout quand les jeunes cherchent leur premier emploi. Dans les économies avancées, 20 % des

Dans les économies avancées, la crise a entraîné une forte hausse du chômage des jeunes qui mettra longtemps à se dissiper

jeunes chômeurs recherchent un emploi depuis au moins un an. Dans la zone euro, ce chiffre est même supérieur — 30 % — et il culmine à 40 % en Espagne. Les travailleurs longtemps inactifs perdent leurs qualifications et leurs liens avec le monde du travail. Découragés, un grand nombre de jeunes cessent de chercher un travail, de sorte que les statistiques du chômage sous-estiment probablement la gravité de la situation.

La difficile quête d'un emploi

Les jeunes ont généralement plus de peine à trouver un emploi que leurs aînés, et cela pour plusieurs raisons. Ils ont moins d'expérience, ne savent pas aussi bien comment et où chercher et ont moins de contacts pour ce faire. En outre, beaucoup n'ont pas les compétences recherchées par les employeurs, souvent à cause de l'inadéquation des systèmes d'éducation. Le passage de l'école au travail est donc souvent accidenté, voire long, et la crise n'arrange rien. Même ceux qui trouvent un emploi sont plus vulnérables que les travailleurs plus âgés, surtout en cas de récession, car les entreprises tendent à licencier d'abord les derniers recrutés.

En outre, certaines pratiques du marché du travail, surtout en Europe, aggravent les problèmes à long terme. Les jeunes sont plus susceptibles que leurs aînés d'avoir des contrats temporaires. Avant la crise, dans les économies avancées, c'était le cas de près d'un tiers des jeunes travailleurs. Dans les années de prospérité, les entreprises embauchaient beaucoup de travailleurs temporaires, notamment pour échapper aux règles rigoureuses de licenciement des salariés permanents. Quand la conjoncture s'est dégradée, les travailleurs temporaires ont été les premiers évincés. De plus, comme beaucoup d'entre eux n'avaient pas droit aux indemnités de licenciement, il était plus facile, mais aussi moins coûteux, de s'en défaire. En Espagne, la moitié des jeunes travailleurs avaient des contrats à durée déterminée avant la crise et ils ont été les premiers à perdre leur emploi. Les jeunes sont doublement lésés : non seulement ils perdent leur emploi, mais ils bénéficient moins de la protection sociale.

Les séquelles du chômage

Outre les problèmes à court terme, le chômage a des effets pervers à longue échéance. Des études montrent que les personnes qui connaissent le chômage dans leur jeunesse sont davantage susceptibles d'y être de nouveau confrontées ultérieurement. De plus, elles gagneront probablement moins que celles qui trouvent facilement un emploi (von Wachter, Song et Manchester, 2009; Kahn, 2010). Les experts parlent des «séquelles» que laisse le chômage des jeunes. Celles-ci s'expliquent par des facteurs comme la perte de qualifications et le manque d'expérience professionnelle. Mais elles peuvent aussi découler du fait que les employeurs croient que ces travailleurs ne seront pas productifs. Plus le chômage persiste, et plus ces séquelles sont durables. L'écart de revenu peut aller jusqu'à 20 % par rapport aux personnes qui trouvent tôt un emploi, et il peut s'étendre sur une vingtaine d'années.

L'incidence négative sur les revenus de toute une vie professionnelle est maximale chez les travailleurs qui ont très tôt connu le chômage, en particulier au sortir de l'université.

Ainsi, les personnes entrées sur le marché du travail japonais pendant les années 90 (la «décennie perdue») ont souffert de ce phénomène. Le chômage de longue durée des jeunes a plus que doublé et perduré bien après le début de la reprise, car les employeurs japonais ont préféré embaucher de nouveaux diplômés plutôt que des personnes restées longtemps inactives.

Outre les effets préjudiciables sur les salaires et l'employabilité futurs, des études constatent que le chômage des jeunes peut nuire durablement à leur épanouissement personnel, à leur satisfaction professionnelle et à leur santé.

Un coût élevé

Le chômage des jeunes peut aussi entraîner un coût économique et social élevé. La sous-utilisation des jeunes sur le marché du travail peut déclencher un cercle vicieux de pauvreté intergénérationnelle et d'exclusion sociale. L'absence de débouchés peut aboutir à la violence et à la délinquance juvénile. Récemment, le chômage élevé des jeunes a nourri l'agitation sociale dans de nombreux pays avancés, émergents et en développement.

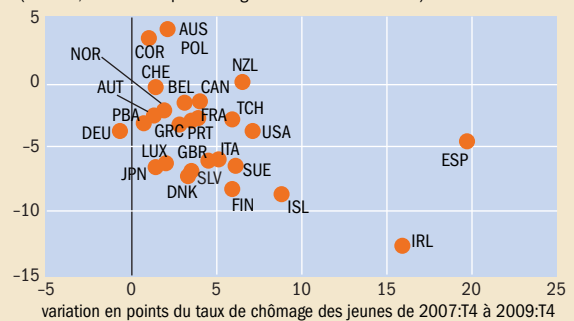
L'inégalité des revenus, problème grandissant dans de nombreux pays avancés, est aggravée par la hausse du chômage des jeunes. Une extrapolation des facteurs d'inégalité des revenus dans les économies avancées membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de 1980 à 2005 fait apparaître que la crise mondiale accentuera l'inégalité, surtout en faisant augmenter le chômage et en freinant la création d'emplois (Morsy, à paraître).

La montée du chômage des jeunes pendant la crise aurait accru l'inégalité des revenus, mesurée par le coefficient de Gini, de 4 points dans toutes les économies avancées et de 8 points dans certains pays européens de la périphérie — Es-

Une tendance inquiétante

À l'exception de l'Allemagne, le taux de chômage des jeunes a augmenté pendant la crise mondiale, s'élevant de plus de 20 points en Espagne et de presque autant en Irlande.

(PIB réel, variation en pourcentage de 2007:T4 à 2009:T4)



Source : Organisation de coopération et de développement économiques.
 Note : DEU = Allemagne, AUS = Australie, AUT = Autriche, BEL = Belgique, CAN = Canada, CHE = Suisse, COR = Corée, DNK = Danemark, ESP = Espagne, FIN = Finlande, FRA = France, GBR = Royaume-Uni, GRC = Grèce, IRL = Irlande, ISL = Islande, ITA = Italie, JPN = Japon, LUX = Luxembourg, NOR = Norvège, NZL = Nouvelle-Zélande, PBA = Pays-Bas, PRT = Portugal, SLV = Slovaquie, SUE = Suède, TCH = République tchèque, USA = États-Unis.

pagne, Grèce, Irlande, Italie et Portugal —, où la situation des jeunes sur le marché du travail s'est beaucoup plus dégradée qu'ailleurs. Le coefficient de Gini mesure l'inégalité sur une échelle de 0 à 100, où zéro correspond à l'égalité parfaite des revenus des ménages et 100 à l'appropriation par un ménage de tous les revenus.

La crise mondiale a aussi augmenté le nombre de travailleurs «découragés», jeunes et moins jeunes, qui se sont retirés de la population active, ce qui a sans doute accentué encore la disparité des revenus. La hausse du chômage des jeunes a agrandi l'écart entre riches et pauvres. La répartition des revenus se serait dégradée le plus en Espagne et en Irlande, où l'inégalité a augmenté respectivement de 18 et 12 points à

Il ressort également de l'analyse des données de l'OCDE que plus les entreprises embauchent à titre temporaire, plus l'inégalité est élevée.

cause de l'effondrement du BTP, importante source d'emploi pour beaucoup de travailleurs peu qualifiés. Dans ces pays, près de la moitié de la contribution du chômage à l'inégalité est imputable au chômage de longue durée. En revanche, l'inégalité n'a pratiquement pas bougé en Allemagne et aux Pays-Bas, où le coût des licenciements et les programmes d'aide au travail à temps partiel ont soutenu l'emploi. Les effets du chômage sur l'inégalité auraient pu être encore plus graves sans la vaste protection sociale offerte par les économies avancées.

Il ressort également de l'analyse des données de l'OCDE que plus les entreprises embauchent à titre temporaire, plus l'inégalité est élevée. L'écart est particulièrement notable dans les pays, comme l'Espagne et le Portugal, qui ont assoupli la réglementation du travail temporaire tout en continuant à protéger fortement l'emploi permanent.

La solution du problème

Une reprise solide accompagnée de créations d'emplois fera baisser le chômage des jeunes, améliorera la répartition des revenus et renforcera la cohésion sociale. Mais, dans les économies avancées, elle ne suffira pas à empêcher la marginalisation et l'exclusion de la population active de nombreux jeunes.

Certaines réformes ambitieuses des marchés du travail et des produits sont indispensables, notamment les suivantes :

- *Remédier aux désalignements entre les compétences offertes par les étudiants et les besoins des employeurs.* Cela contribuera à réduire sensiblement le chômage de longue durée des jeunes. Les pouvoirs publics doivent faire en sorte que le système d'éducation prépare les jeunes aux besoins des entreprises, grâce à des programmes de sensibilisation, à la formation, à l'apprentissage et à l'aide à la recherche d'emploi. Les gouvernements pourraient inciter les employeurs privés à recruter davantage de jeunes, avec des mesures comme la réduction des

cotisations sociales patronales pour les nouvelles embauches ou les subventions aux entreprises qui recrutent des chômeurs de longue durée et des jeunes peu qualifiés.

- *Assouplir la protection des travailleurs permanents et renforcer celle des travailleurs temporaires afin de soutenir la création d'emplois.* La dualité du marché du travail, avec une main-d'œuvre temporaire flexible et une main-d'œuvre permanente très protégée, peut accroître le chômage (Blanchard et Landier, 2002; Dao et Loungani, 2010). N'assouplir que la réglementation des contrats à durée déterminée donne plus de poids aux travailleurs permanents dans les négociations collectives, ce qui fait augmenter les salaires et rend plus difficile l'embauche. C'est pourquoi les deux mesures doivent être prises conjointement.

- *Favoriser la concurrence et créer un cadre plus porteur pour les entreprises.* Cela ouvrirait divers secteurs à de nouveaux participants, au bénéfice de l'innovation et de l'efficacité, puis stimulerait l'investissement et l'emploi privés. Il faudrait supprimer les barrières à l'entrée et réduire les restrictions à l'activité dans des secteurs comme les services, la distribution, l'énergie et les télécommunications. Des études montrent une nette hausse de l'emploi quand la libéralisation du marché du travail s'accompagne d'une intensification de la concurrence sur les marchés des produits.

Toutes ces réformes n'ont pas des effets immédiats, mais elles sont nécessaires pour traiter le problème du chômage chronique.

L'énergie, les compétences et les aspirations des jeunes sont des atouts qu'aucune société ne peut se permettre de gaspiller. Beaucoup d'entre eux risquent de connaître un chômage durable aux séquelles profondes pour leur carrière, leur revenu, leur santé et leur bien-être. Le coût économique et social du chômage des jeunes est élevé, notamment au regard de l'inégalité grandissante des revenus. Il importe d'adopter des politiques propres à améliorer leurs qualifications et leurs aptitudes et à les aider à s'intégrer dès que possible au marché du travail. ■

Hanan Morsy est économiste au Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI.

Bibliographie :

Blanchard, Olivier, and Augustin Landier, 2002, "The Perverse Effects of Partial Labour Market Reform: Fixed-Term Contracts in France," *The Economic Journal*, Vol. 112 (June), p. 212-44.

Dao, Mai, and Prakash Loungani, 2010, *The Human Cost of Recessions: Assessing It and Reducing It*, IMF Staff Position Note 10/17 (Washington: International Monetary Fund).

Kahn, Lisa B., 2010, "The Long-Term Labor Market Consequences of Graduating from College in a Bad Economy," *Labour Economics*, Vol. 17, No. 2, p. 303-16.

Morsy, Hanan, à paraître, "Unemployment and Inequality in the Wake of the Crisis," *IMF Working Paper* (Washington: International Monetary Fund).

von Wachter, Till, Jae Song, and Joyce Manchester, 2009, "Long-Term Earnings Losses Due to Mass Layoffs During the 1982 Recession: An Analysis Using U.S. Administrative Data from 1974 to 2004" (unpublished; New York: Columbia University).